

G.B. : grève des mineurs.....p.3
 Les "vive la crise" de la gauche.p.3
 Manifeste de la gauche
 communiste en 1944.....p.4 et 5
 Guerres impérialistes
 au Moyen Orient.....p.6
 Inde : le vrai visage de l'Etat..p.7
 "Islamisme" : une idéologie
 moyenâgeuse pour la barbarie
 moderne.....p.7
 Italie : divisés ou pas, à la
 base ou au sommet, les syndicats
 défendent le capitalisme.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 119, avril 84, 4 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

LA CRISE AU COEUR DE L'EUROPE :

vers la généralisation des luttes!

■ Ces derniers mois, la bourgeoisie parlait de "stagnation", "d'accalmie" de la crise économique. Reagan disait que "la reprise mondiale est en cours" et que le chômage baissait.

A peine évoquée, la réalité fait éclater le rêve comme une bulle de savon : loin d'une "reprise" de l'économie, c'est à une accélération de la crise que la bourgeoisie doit faire face. Loin d'une baisse du chômage, c'est une augmentation massive qu'elle doit imposer à la classe ouvrière. Loin d'une sortie de la crise, elle doit attaquer de plein fouet la classe ouvrière, par une baisse accrue des salaires, des allocations, des retraites, des budgets sociaux.

Prise dans le tourbillon de la surproduction, endiguée par l'étouffement de l'économie, elle ne peut qu'attaquer, et attaquer encore plus chaque fois que la crise franchit un nouveau

pas.

Les licenciements massifs qui ont eu lieu ces derniers mois sont le signe de cette accélération. Ils ont touché particulièrement le cœur de l'industrie, les pays que l'on dit "riches", là où le capitalisme est le plus développé.

Elle doit attaquer la classe ouvrière là où elle est la plus concentrée, là où les usines se touchent les unes les autres, là où les frontières ne sont qu'un tracé entre les usines, là où tous les ouvriers de tous les secteurs sont à la même croisée de chemins. Attaquer l'Europe, c'est attaquer le lieu où chaque lutte peut faire écho à l'autre, pour se réunir face à l'attaque commune, où la classe ouvrière aujourd'hui divisée par les frontières, les secteurs, à la plus de conditions favorables pour s'unir com-

me un seul corps contre son ennemi de classe.

Et, c'est justement là que les ouvriers ont commencé à répondre : à la lutte des ouvriers du téléphone et des transports aux USA, ont répondu dans un même élan la lutte du secteur public en Belgique, puis en Hollande, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en France.

Aussi, c'est avec une certaine fébrilité que la bourgeoisie appréhende la situation économique et sociale en Europe. L'avenir qui se profile de plus en plus nettement est de jeter des masses de plus en plus importantes d'ouvriers hors de la production, avec des allocations de misère ou sans allocations du tout, le tout dans une dégradation générale des conditions d'existence...

Silences, mensonges : pour cacher l'unité des luttes

Le silence :

Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie ne parle pas des grèves que mènent les ouvriers anglais, italiens, espagnols en ce moment même. Ce n'est pas par hasard qu'elle a caché pendant dix jours la grève de la fonction publique en Belgique, puis celle de Hollande et la lutte des ouvriers aux USA.

Les mensonges :

En France, la gauche comme la droite ont dit et disent encore que les ouvriers doivent se sacrifier pour sauver l'économie nationale. Mais ce discours, tous les Etats le servent à la classe ouvrière de leur pays, qu'ils soient de droite ou de gauche. Et comme l'illusion de la sortie de la crise fond comme neige au soleil, ils racontent, en France, en Espagne, aux USA et ailleurs qu'il s'agit en fait, non d'une crise de surproduction insoluble, mais d'une restructuration de l'industrie. En France, le parti socialiste qui se proclamait défenseur des ouvriers dit à présent qu'il est au pouvoir : "Nous devons être de grands modernisateurs plutôt que de grands socialistes". Le même discours est servi aux ouvriers en Espagne par F. Gonzales (PSOE) : "L'Espagne... ne peut manquer la nouvelle révolution technologique... la politique actuelle sera maintenue avec fermeté". Que ce soit la droite ou la gauche qui tiennent les rênes du pouvoir, ils ne seront ni "socialistes", puisqu'ils défendent et vivent du système capitaliste, et ni modernisateurs, ils parlent beaucoup de mutations, mais ne donnent pas beaucoup de détails sur ce qu'elles sont. Car ils n'ont aucun détail à donner, la seule réalité est la surproduction, ils baissent la production et ferment les usines (cf. RI 107 et 110).

Ce n'est pas par hasard que les thèmes de bataille que les syndicats donnent aux ouvriers est la défense de leur secteur, de leur nation. En France, les syndicats disent dans les Charbonnages que le charbon français est meilleur que le charbon belge ou anglais. Qu'il faut sauver le charbon français. Mais les syndicats belges ou anglais ou allemands disent tous que le charbon de leur pays est le meilleur.

(suite page 3)

FRANCE

L'INITIATIVE EST DANS LES MAINS DU PROLETARIAT

■ A bien des égards, il y a dans l'atmosphère présente, des réminiscences du fameux printemps ouvrier de 1979. Depuis plusieurs mois, comme au printemps 1979, la colère monte, un climat de chaude ébullition s'empare du monde prolétarien. Les affrontements qui se sont produits le 8 mars dernier à Dunkerque, entre ouvriers des chantiers navals "Nord Méditerranée" et CRS, ne sont-ils pas en une bonne mesure évocateurs des manifestations de la violence ouvrière à St Chamond, à Caen, à Longwy et à Denain, en 1979 ?

L'attaque capitaliste

Mais c'est aujourd'hui à un niveau d'attaque bourgeoise considérablement supérieur que le prolétariat (en France, comme ailleurs) est affronté. En France, c'est bien la plus formidable agression qu'ait jamais portée contre le prolétariat la bourgeoisie depuis plusieurs décennies. Il ne s'agit même plus de bloquer les salaires, comme en 1982, mais bel et bien de le réduire de plusieurs points % par an (cinq, peut être en 1984). Dans le même temps, par l'augmentation sensible des impôts et des cotisations salariales, il est question d'abaisser plus encore le niveau de vie des travailleurs, tandis qu'est drastiquement amputé le volume des prestations sociales de l'Etat (URSSAF, allocations de chômage). Les plans de réforme du régime d'indemnisation au chômage (portant aussi bien sur les "ayant-droit" que sur le taux et la durée des indemnités) ont une signification claire : ils anticipent les

licenciements et préparent une escalade en flèche du nombre des chômeurs. A ce niveau, non seulement tous les secteurs et branches d'activité, toutes les catégories ouvrières sont touchées à la fois, mais c'est de plus en plus au cœur des bastions économiques du capitalisme français, parmi ses fleurons les plus compétitifs et les plus performants, que le centre de gravité de la tendance aux licenciements se déporte sans frein, faisant complètement disparaître les fausses différences de statut entre "secteur privé" et "secteur nationalisé". Si, en 1979, l'attaque pouvait encore apparaître dans une large mesure régionale, ce qui est visible en 1984, c'est le recentrage des licenciements sur les métropoles industrielles, lyonnaise et surtout parisienne, là où les bataillons ouvriers sont les plus concentrés.

En elle-même, cette homogénéisation et cette généralisation de l'attaque capitaliste, tout en marquant un palier d'agression plus élevé contre le prolétariat, sont pour ce dernier des facteurs décisifs de dissipation des dernières illusions qu'ils pouvaient conserver sur une possible résorption de la crise.

la gauche mène l'attaque

A cela s'ajoute aujourd'hui un autre puissant facteur, en France : la présence de la gauche au pouvoir. Pressurés, réprimés, exploités, paupérisés, comme ils le sont par l'Etat de gauche, décimés au niveau de la perte de leur emploi, les ouvriers ne peu-

vent qu'être dorénavant portés à dénoncer les discours d'hier -d'après le 10 mai 1981- de l'engance "socialiste" et "communiste", gouvernante. Ils ne pourront que leur faire ravalier leurs bavasseries sur "la relance économique par la consommation populaire", sur la "résorption du chômage par les nationalisations". Aujourd'hui c'est la gauche dans l'économie française qui, partout, conduit l'attaque capitaliste, partout signe (Talbot) et signera les licenciements des ouvriers.

Poussée aux dernières extrémités, par les besoins organiques, internes, du capitalisme, la bourgeoisie mondiale ne peut plus reculer, et moins encore en France où la classe dirigeante a pris du retard dans son attaque anti-ouvrière par rapport aux autres bourgeoisies occidentales. La férocité de son attaque est en même temps un facteur de faiblesse pour la bourgeoisie : elle est d'autant plus à découvert. C'est pourquoi on le voit particulièrement en France, la question cruciale pour la bourgeoisie est d'occuper au maximum de ses ressources le terrain social. Il s'agit d'abord de parasiter, d'encombrer la conscience ouvrière d'un tas de faux problèmes. Tel est le sens du feu croisé des campagnes idéologiques multiformes que la bourgeoisie déploie aujourd'hui (le terrorisme d'"Action Directe", le spectre nazifiant de Le Pen), se conjuguant avec une panoplie de manœuvres de diversion tel l'effet de projecteur porté sur le

(suite page 2)

MOYEN-ORIENT : LA BARBARIE CAPITALISTE
VOIR P.6

L'INITIATIVE EST DANS LES MAINS DU PROLETARIAT

(suite de la page 1)

problème de "l'école libre", ou sur le contentieux franco-espagnol au sujet de la limite des eaux de pêche, et autres scandales renifleurs. Cependant, l'utilisation forcée de telles armes risque, dans sont outrance même, de faire vite apparaître l'artificialité du procédé, et donc d'en annuler à terme rapide l'effet. Aussi, pour occuper le terrain social, c'est beaucoup moins que jamais sur des truchements idéologiques que la bourgeoisie compte, que sur la force matérielle des syndicats.

Syndicats :

remparts de l'Etat

Extraordinairement intense est en effet l'activité des syndicats, aujourd'hui. Ils multiplient ces dernières semaines, dans tous les secteurs ouvriers, les fausses journées de grève, les manifestations-balades et les actions de radicalité bidon. Dans les usines, partout sur les lieux de travail, ils inondent les ouvriers de tracts et les abrutissent de meetings. Point tant importe la crédibilité que les ouvriers accordent à leurs tracts pseudo-combatifs, prêtent à leurs discours faussement critiques à l'égard du gouvernement de gauche, l'urgent est pour eux de ne pas laisser les ouvriers à leur mouvement naturel. Ce n'est pas un hasard si l'un des maîtres mots d'ordre des syndicats aujourd'hui, c'est : "syndicalisez-vous", au moment même où le mouvement de désertification des syndicats par les ouvriers s'accroît.

A bien des égards, disons-nous tout à l'heure, la situation de 1984 évoque celle de 1979. La similitude factuelle se marque d'abord au niveau du partage des tâches entre syndicats, dans la prévision d'une plus que probable explosion ouvrière. Comme déjà en 1979, on voit la CGT se composer, à grands coups de gueule de Krasucki ou de Viannet, une image de seul vrai rassembleur du mouvement ouvrier, développant un discours "pur et radical", à l'emphase loudement ouvriériste. Après la "grève nationale" du 8 mars 1984 de la fonction publique, et

celle des mineurs, Krasucki grandiloquait :

"Que personne ne croit qu'il s'agit d'un feu de paille (...). Ce qui se passe dans le monde du travail peut et doit grandir. Disponibles pour des négociations utiles nous faisons en sorte que les travailleurs prennent leur sort en mains" ("Le Monde" du 13 mars), s'en prenant à la CFDT, non associée à la grève des fonctionnaires, pour dire : "les absents ont tort". De son côté, la CFDT promeut d'elle-même l'image d'une "maison" branchée sur les réalités modernes, et dédaigneuse des démagogies faciles.

"Le syndicalisme est menacé de dégénérescence. On a beau, comme on le fait dans d'autres centrales, masquer le corporatisme le plus plat par un discours pseudo-économique", déclarait Edmond Maire le 8 mars (cité de "Libération"), "on en revient à la conception syndicale du 'more and more'". Ce n'est pas ainsi qu'un syndicalisme en difficulté peut espérer s'en tirer". Maire, au nom de la CFDT, prétend avoir pour majeure préoccupation les "laissés pour compte de la modernisation". Ce disant, la CFDT ne fait pas que laisser entendre la voie d'un organe d'Etat inquiet de son affaiblissement; pragmatiquement, elle se prépare aussi à une récupération dans la bataille future, des "déçus" de l'action syndicale selon un schéma que l'on a déjà vu fonctionner, en 1979, à Longwy. Peu importe les subtilités stratégiques d'ailleurs, CFDT comme CGT (et FO) ne paraissent s'opposer que pour mieux affermir le dispositif global d'encadrement syndical des ouvriers. Les rôles de l'un et de l'autre, au sein de ce dispositif, peuvent selon les conjonctures, parfaitement s'échanger, sans que l'objectif étatique dernier des syndicats ne varie.

La montée des enjeux

La véritable perspective historique de l'époque, c'est celle des affrontements décisifs entre prolétariat et bourgeoisie. De 1979 à 1984, la crise capitaliste en élevant les enjeux (au dessus des spécificités, des catégo-

ries, des régions, des pays) ne fait que mieux laisser apparaître la vérité historique du rapport entre les deux classes : c'est le prolétariat qui détient l'offensive; la bourgeoisie qui est de plus en plus réduite à une pure attitude de défense de son ordre social, parvenue qu'elle est, au bout presque de ses dernières ressources objectives.

Par rapport à l'élévation des enjeux ce n'est pas seulement la bourgeoisie qui ne saurait plus reculer, c'est aussi le prolétariat. Or, si la bourgeoisie conserve encore une force contre le prolétariat, celle-ci est principalement faite de la faiblesse de la classe ouvrière, du retard de la conscience de classe sur l'évaluation de la perspective, sur l'ampleur et les moyens qu'il faut donner à la lutte.

Aujourd'hui, en France (dans le contexte mondial de la reprise des luttes), il est évident que le prolétariat s'apprête à partir à la bataille. Toute la veillée d'armes que l'on vit en ce moment, est empli de cette question : comment lutter? L'ensemble de la classe ouvrière ressent qu'il s'agit de lutter plus fort, plus haut, de poser autrement les problèmes de la lutte rencontrés, par exemple, à Talbot. Inévitablement, son effort de conscience tend à repartir de l'expérience de 1979. Les manœuvres syndicales d'aujourd'hui, en Lorraine, à Cherbourg, à Caen, à La Seyne, qui tendent à vouloir faire rejouer aux ouvriers une répétition dérisoire, caricaturale des parties les plus faibles de leur expérience en 1979 (barages de routes, de voies ferrées, occupations de bureaux administratifs), mettent d'ailleurs parfaitement le doigt sur le problème. Il s'agit justement pour les syndicats de fixer la conscience de la classe ouvrière dans ces faiblesses, d'empêcher donc leur dépassement. Il s'agit à l'inverse pour la classe ouvrière de développer tout ce qui était positivement, mais partiellement en germe dans l'expérience de 1979 : l'extension et l'auto-organisation des luttes hors des syndicats. La question des syndicats et plus encore, du syndicalisme, se

présente de plus en plus comme le noeud gordien que la classe ouvrière doit trancher, par la pratique de la lutte elle-même, dans sa conscience.

Ce n'est pas faire de l'emphase à bon marché, mais c'est dire la vérité que d'affirmer : les enjeux cruciaux sont là et confrontent la classe ouvrière. Ils ne sont pas seulement ceux du prolétariat en France. Mais aujourd'hui il est aussi vrai que l'expérience du prolétariat français du fait qu'aujourd'hui la gauche est responsable directement de l'Etat capitaliste, et que le prolétariat ne peut que lutter directement contre elle, est appelée à jouer un rôle déterminant pour le développement de la lutte de classe européenne et mondiale.

S.M.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL -

SUR LA POLOGNE

recueil d'articles



4 ff

30 FB

LES SYNDICATS DEFENDENT L'ECONOMIE, PAS LES OUVRIERS (Suite de la page 8)

Les liaisons entre conseils d'usine servent à empêcher les liaisons entre travailleurs

Quelle a été la fonction des conseils d'usine dans les années qui ont suivi "l'automne chaud" ? Maintenir les ouvriers rattachés à leur usine, à leur atelier, et préserver la crédibilité syndicale grâce aux miettes arrachées avec le système des "contrats articulés". Avec la fin de la possibilité d'obtenir des miettes à cause de la crise, même les comités d'usine étaient entrés en crise : ne donnant plus de résultats, ils perdaient de leur crédibilité. Un des avantages du gel de l'échelle mobile des salaires, c'est que maintenant, au lieu d'accorder une augmentation "automatique" de 10, on fait "arracher" une augmentation de 1 grâce à "la lutte acharnée" des conseils d'usine. En un mot : on économise 9 et on recréabilise les structures de base du syndicat. Maintenant, on revendique "un pouvoir contractuel réel pour les délégués, les conseils et les structures de base" ("l'Unité", Organe du PCI. 18/2/84).

Mais ce n'est pas avec ces jeux de prestigitateur qu'on va pouvoir enfer-

mer les ouvriers usine par usine. Depuis des années qu'ils prennent des coups, les ouvriers commencent à comprendre que si on ne lutte pas tous ensemble, on n'arrive à rien faire. Même si des mots d'ordre comme "grève générale nationale", "tous à Rome", etc ne servent qu'à empêcher l'extension réelle des luttes, le fait que ces mots d'ordre soient très populaires exprime, de manière déformée, que les ouvriers ressentent la nécessité de mettre fin à l'isolement actuel des luttes en les unissant. Les "coordinations de conseils d'usine" se sont répandues comme tâche d'huile dans toutes les zones industrielles, faisant croire aux travailleurs que des liaisons directes ont été établies avec des centaines d'autres usines; c'est le meilleur moyen d'empêcher que ces contacts soient effectivement pris.

"Brûler le terrain sous les pieds de l'initiative ouvrière", c'est ça le mot d'ordre et la raison d'exister des nouvelles structures de base.

Que faire?

Tirer profit des expériences passées et présentes, les discuter, compter sur nos propres forces et non sur celles de nos faux défenseurs

De ce que nous avons dit jusqu'ici, il pourrait sembler que ce soit le syndicat qui a l'initiative. Mais si on examine la réalité des faits, on voit que le syndicat de base le plus enragé ne décide rien; il est simplement obligé de s'adapter pour ne pas être

exclu par la combativité ouvrière. Mais à ce niveau de l'affrontement, la simple combativité ne suffit pas. Que doivent faire les ouvriers ? D'abord et avant tout perdre leurs illusions, et en premier, l'illusion que quelques bousculades vont suffire à

arrêter l'offensive des patrons.

Au contraire, les patrons ne vont pas pouvoir faire autrement qu'intensifier leurs attaques, parce que la crise ne leur offre pas d'autre alternative. Face à ces attaques, toute défense qui demeure isolée à un secteur ne pourra pas être efficace; seule une lutte généralisée, en masse, pourra obtenir des résultats. Seule une grève de masse qui paralyse toute la nation peut mettre en échec l'attaque du capital. Non pas une grève symbolique à Rome, mais la grève de masse de toute la classe ouvrière unie contre la bourgeoisie.

Mais une telle action n'est possible que si on perd en même temps l'illusion sur la possibilité de reconquérir ou de donner une nouvelle vitalité aux syndicats, tant au sommet qu'à la base. Les syndicats défendent l'économie nationale, c'est pourquoi ils ne peuvent pas défendre vraiment les intérêts de la classe ouvrière. Plus encore : le niveau actuel de l'affrontement exige une mobilisation générale de la classe ouvrière. C'est pourquoi, ON NE PEUT DÉLEGUER A PERSONNE, fut-ce au syndicat le plus combatif, la direction de notre lutte; cela reviendrait à renoncer à la lutte en laissant que d'autres décident à notre place.

L'exemple de nos frères de classe polonais le démontre : quand, en août 1980, ils ont lutté unis, bloquant tout le pays et restant mobilisés jusqu'à l'obtention de leurs revendications, ils ont réussi à faire plier l'Etat capitaliste et à bloquer même l'envoi de chars russes. A l'inverse, quand, la lutte finie, ils ont délégué leur pouvoir au nouveau syndicat Solidarnosc (qui apparaissait comme un produit des luttes et des organismes de base d'août 80), et ralenti leur mobilisation, ils ont

perdu toutes les conquêtes qu'ils avaient obtenues avec la grève de masse, et ont laissé se préparer la sanglante répression qui s'est abattue sur eux en décembre 1981.

Mais, l'exemple de la Pologne nous montre aussi autre chose : le recul consécutif au mois d'août 80 a été possible parce que les ouvriers en Pologne sont restés isolés dans leur lutte. Les ouvriers des autres pays n'ont pas bougé. Cela a permis à la bourgeoisie mondiale d'accourir au secours de la bourgeoisie polonaise, avec des aides économiques (prêts bancaires) et politiques (notamment à travers l'exaltation du syndicat "libre" Solidarnosc).

C'est là une autre leçon que nous devons tirer : si dans tous les pays, les ouvriers subissent la même attaque s'ils ont en face le même ennemi, leurs luttes doivent tendre à s'unifier aussi par-dessus les frontières, parce que leurs objectifs sont les mêmes et parce que c'est le seul moyen de bloquer vraiment l'action de l'ennemi commun : le capitalisme mondial.

Certes, ceci n'est pas la perspective immédiate. Mais si la classe ouvrière ne commence pas à comprendre que celle là est la seule perspective la combativité d'aujourd'hui restera stérile. Les luttes actuelles doivent nous servir à comprendre qui sont nos ennemis, et comment, ils sabotent nos luttes. Elles doivent nous servir à comprendre que la lutte est possible, mais qu'elle doit se généraliser. Dès maintenant, les ouvriers doivent commencer à se rencontrer, à discuter, à préparer l'extension des luttes et leur auto-organisation. Comme ça, même si telle ou telle peut être défaite, elle aura quand même servi si nous savons en tirer toutes les leçons.

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

VERS LA GENERALISATION !

(Suite de la page 1)

Ils veulent faire oublier que le trou noir de la mine est le même pour tous les ouvriers des charbonnages : que celui d'une exploitation féroce quand il y a du travail, est celui de la misère quand les puits ferment. Ils veulent que les ouvriers se fassent concurrence entre eux, ils veulent leur faire croire qu'ils peuvent se sauver secteur par secteur, pays par pays.

Les ouvriers sont attaqués ensemble par delà les pays et secteurs

Aujourd'hui, il y a 32 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, ce qui équivaut à une moyenne de 10% de chômeurs sur l'ensemble de la population active. En Espagne, 18,4% de la population active est sans travail et seulement 29% touche des allocations.

Non, il n'y a pas de hasard dans les informations que la bourgeoisie donne aux ouvriers d'Europe. Car partout, c'est la même attaque qui est menée et dans tous les secteurs : les licenciements massifs de ces derniers mois touchent tous les ouvriers.

Chantiers navals : en Angleterre, 4000 licenciements prévus; en France, 5000 licenciements; en RFA, en Espagne à Vigo, le centre industriel de la Galice - en Hollande.

Automobile : en France, Peugeot-Talbot Citroën, Renault; en Grande Bretagne, Ford-Dagenham ferme l'usine; en Italie à Turin (Fiat); en Espagne, SEAT, General Motors.

Charbonnages : en France, 28 000 licenciements, à Glasgow en Angleterre; en Belgique, partout les puits ferment Sidérurgie, textile, bâtiment. Partout les ouvriers sont chassés des lieux de production par milliers, alors que les allocations de chômage baissent, que la bourgeoisie vise, en ajoutant condition sur condition, à réduire à la portion congrue le nombre des bénéficiaires.

A PROPOS DE "VIVE LA CRISE" ——— MAIN BASSE SUR LA CRISE

■ On s'imagine mal qu'un Reagan, une Thatcher, un Mitterrand puisse prendre la parole et s'adresser à des milliers de personnes pour déclarer :

"Chers concitoyens, la crise économique que nous vivons vient de loin, elle est mondiale. Elle s'approfondit chaque jour plus. Toutes les mesures que nous prenons et que nous avons prises n'ont pour résultat que d'aggraver les difficultés du lendemain. Et vraiment, nous qui sommes au fait des affaires et des grandes questions internationales, nous ne voyons aucune issue à la crise actuelle. Pour l'avenir, nous ne pouvons vous promettre que sacrifices, misères et catastrophes."

Nous n'avons jamais eu droit à cela, par contre, nous avons eu droit à cette émission télévisée intitulée : "vive la crise!", qui, devant le fait évident de la crise mondiale, devait nous convaincre que celle-ci n'était que "le produit de la grande mutation technologique des années 80". Le propos se voulait accrocheur, "provocateur", il ne fut que la fable de la belle au bois dormant qu'on raconte aux enfants pour s'endormir. Dans la crise mondiale actuelle, le "vive la crise" de Mr. Montand nous fait penser à cette fameuse phrase de Marie-An-toinette disant : "Ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche". Dans la bouche de Mr. Montand, cela donne : "Si vous n'avez pas de travail, créez votre entreprise!"

Quand la télévision en vient, non plus à nier la crise, mais à lui faire un vivat, en lui donnant pour cause essentielle les privilèges dont auraient joui et jouiraient encore la classe ouvrière des pays industrialisés, cela annonce deux choses :

-Premièrement, que les conditions d'existence vont subir de nouvelles attaques sans précédents (ainsi, deux

Dans le cœur du capitalisme en Europe se profile dès aujourd'hui une question de survie contre une misère que la crise qui s'approfondit toujours plus, ne peut qu'aiguïser.

Le spectre de la généralisation des grèves

Non, ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie défigure, masque le vrai visage des luttes. Les ouvriers en Pologne ont montré le chemin que la classe ouvrière devra prendre pour faire face à l'Etat, à la bourgeoisie qui fait fi de ses querelles internes quand son sort est en question.

Ce n'est pas par hasard que cette grève de masse exemplaire a été transformée par la bourgeoisie en l'image de pieux ouvriers à genoux et priant Dieu.

Parce que les ouvriers en Pologne ont montré concrètement quelles étaient les armes de classe du prolétariat. Ils se sont battus ensemble par-delà les secteurs. Ils ont communiqué entre eux d'usine à usine, ils ont pris leurs décisions ensemble. Ils ont rendu publiques toutes les négociations avec l'Etat. Ils ont su rallier à eux l'ensemble de la population sans se laisser noyer en elle. Ils ont été une seule force pleinement développée dans leurs moyens de lutte. Et ces armes là : auto-organisation consciente et extension massive des grèves sont les seules armes que la classe ouvrière peut utiliser contre son ennemi de classe. Dans l'affrontement décisif qui se précise de plus en plus clairement entre bourgeoisie et classe ouvrière, le seul moyen de vaincre est de sortir de la prison du secteur, du pays, pour que les mille luttes menées dans chaque secteur, dans chaque pays puissent converger pour s'unir dans un seul et même mouvement. En Pologne, les ouvriers ont été battus parce que la lutte est restée isolée dans le pays. Par contre, en Europe, le développement de la crise, la situation de concentrations ouvrières, l'expérience des luttes des ouvriers poussent dans le sens que l'enfermement national éclate.

ou trois semaines après ce show télévisé, nous apprenions que le chômage en Europe subissait une véritable "explosion" pour reprendre les titres de la presse quotidienne).

-Deuxièmement, et cela est essentiel, que cette crise contient dès maintenant une remise en cause radicale de la société capitaliste mondiale. Remise en cause qui ne s'exprime pas dans les paroles télévisées mais dans les luttes des ouvriers des pays industrialisés. Désamorcer la conscience d'une telle situation, promouvoir dans une pensée molle la conciliation entre les classes, pour conclure que malgré tout et surtout malgré la crise il n'y a d'avenir que dans le capitalisme, tel était en fin de compte le fond du show de Mr. Montand.

Il n'est pas étonnant que le gouvernement y ait vu "une bonne œuvre pédagogique". "Libération", publiciste de ces sottises a sauté sur l'occasion pour déverser sur le ton de petites folles modernisantes des niaiseries du style : "Il s'agit de faire de "vive la crise", un mot d'ordre populaire. Un mot d'ordre susceptible de gagner des élections, puisqu'on en revient toujours là à un moment ou à un autre. En donnant à chacun de nous le désir de changer de vie, c'est à dire dans une même existence de changer plusieurs fois de profession, de lieu d'habitation, et par voie de conséquence de culture, d'amitiés et de partenaires, tout en restant soi-même." (Serge July).

Nous saluons depuis longtemps la crise du capitalisme mondial, d'Est en Ouest, mais nous n'avons jamais eu une telle publicité de la part des médias; et pour cause.

Il ne s'agit pas pour nous de faire de "salut à la crise" un "mot d'ordre populaire capable de gagner des élections", mais un mot d'ordre révolutionnaire.

M. Prenat

En Pologne, les ouvriers ont été battus parce qu'ils avaient des illusions sur les syndicats à l'occidentale.

En Europe, les pratiques de la gauche et des syndicats, qui font le même travail de dévoiement des luttes, font que la classe ouvrière a tendance :

. aujourd'hui : à ne pas suivre les syndicats quand ils proposent des grèves ou des manifestations (Grande-Bretagne, France);

. à faire partir les grèves en dehors des syndicats (Belgique);

. à huer les syndicats quand ils se montrent par trop défenseurs du capital (Angleterre, Italie).

La baisse de l'illusion syndicale ne fera que se confirmer avec l'expérience que fait et fera la classe ouvrière dans ses luttes.

Les ouvriers polonais ont été battus parce qu'ils avaient des illusions sur la démocratie à l'occidentale. Les ouvriers d'Europe, jetés dans la misère par milliers, feront éclater le mythe des ouvriers privilégiés des pays riches.

GRANDE-BRETAGNE : GREVE DES MINEURS LA BOURGEOISIE AUX PRISES AVEC LA COLERE OUVRIERE

■ Depuis le début du mois de mars, l'Etat anglais affronte la colère ouverte des mineurs à qui on vient d'annoncer 20 000 licenciements. Plus de 100 000 mineurs mènent une grève difficile aux quatre coins de la Grande-Bretagne.

Ces licenciements planaient sur leur tête depuis deux ans. Depuis six mois, les syndicats ont organisé un "boycott des heures supplémentaires et des transports de charbon" : ce qui n'a aucun effet, vu les stocks énormes de charbon en réserve, et n'a fait que faire perdre une part de leur salaire aux ouvriers. Déjà, en septembre, la tension montait dans les mines : 18000 mineurs en Ecosse et dans le Yorkshire partaient en grève sauvage contre le licenciement d'un ouvrier.

Les syndicats, des dirigeants aux délégués locaux, ont essayé d'utiliser les faiblesses, les difficultés de cette lutte ouvrière, pour l'affaiblir :

-en s'appuyant sur les différences existantes entre les puits de mine les plus anciens, directement touchés, et les autres, plus modernes;

-en orientant le besoin de plus en plus manifeste d'étendre la lutte, sur les seuls secteurs miniers, alors que d'autres secteurs connaissent les mêmes problèmes;

-en organisant des votes interminables sur l'opportunité de la grève, dont le contenu était : il faudrait être tous d'accord un par un pour la grève, se prononcer un par un dans des votes secrets, pour pouvoir entreprendre quelque chose, transformant le besoin d'unité en une formalité démocratique.

Malgré cela, la poussée des mineurs a continué -et continue encore, à l'heure où nous écrivons.

Pour comprendre mieux à quoi se heurtent les mineurs, et comme eux l'ensemble des ouvriers, il faut reprendre concrètement le déroulement des événements :

-début mars : alors que des milliers de mineurs sont au chômage technique à cause du "boycott des heures supplémentaires", 15 000 mineurs du Sud du Yorkshire partent en grève et appellent à l'extension;

-7 mars : la confirmation officielle des 20 000 licenciements tombe, avec l'annonce qu'ils seront accélérés. De nombreux puits entrent en grève en Ecosse, demandant une grève nationale. Le syndicat répond en appelant à des grèves dans les deux régions touchées : Ecosse et Yorkshire;

-9 mars : certaines régions penchent pour la grève, d'autres pour un vote national "pour ou contre la grève";

-12-13 mars : les syndicats ne peuvent plus contenir l'organisation des piquets volants, partant surtout du Yorkshire. Ils tentent alors d'en prendre le contrôle et l'organisation. Des milliers d'ouvriers partis étendre la lutte ; résultat : 75% des puits sont fermés. 135 000 mineurs sont en

grève. Contrairement aux mensonges de la presse bourgeoise, les piquets n'ont pas, dans la plupart des cas, interdit manu-militari l'accès au travail aux autres mineurs. Ils ont tenté de convaincre les non-grévistes d'entrer en grève : au Pays de Galles, par exemple, les mineurs, qui avaient d'abord voté contre la grève lors des référendums syndicaux, sont entrés en grève après avoir discuté avec les piquets, et sont devenus piquets eux-mêmes, tentant d'étendre la grève à d'autres mines, allant voir les ouvriers des chemins de fer et des centrales électriques. Des événements semblables se sont produits ailleurs;

-14 mars : l'attention est focalisée par les syndicats sur la région de Nottingham, où les ouvriers demandent un vote avant la grève. Nottingham est certes une région importante (le 2ème centre minier de Grande-Bretagne), mais les syndicats locaux font de son entrée en grève la condition de tout. Toute l'action des piquets est concentrée vers Nottingham... où les attend la police; la presse étale les "violences entre grévistes et non grévistes" pour cacher la réalité des combats entre les ouvriers et la police.

-15 mars : un membre des piquets meurt à Nottingham. Les syndicats appellent au "calme et à la modération". L'Etat invoque les lois rendant les piquets "volants" illégaux. Les piquets les ignorent, et les syndicats doivent suivre. La seule chose qui reste à faire aux syndicats pour ne pas perdre plus le contrôle des événements, c'est d'appeler à la grève à Nottingham. Ce qu'ils font.

-16-17 mars : 11 puits seulement sur 174 travaillent.

-19 mars : la police monte une opération nationale sans précédents, investissant les autoroutes, les ponts, les tunnels, pour éviter les piquets massifs comme à Nottingham. 100 000 mineurs sont encore en grève, mais 44 puits travaillent.

A l'heure où nous écrivons, la grève se poursuit encore, malgré les résultats du vote syndical (contre la grève).

Cette grève des mineurs, quel que soit son résultat immédiat face à un Etat acculé, laisse des questions ouvertement posées à l'ensemble des ouvriers; d'autant plus que ces six derniers mois, les ouvriers des principales industries ont entrepris des actions, surtout contre les licenciements : dans les chantiers navals, où les ouvriers ont refusé massivement les accords syndicaux, certains partant spontanément en grève à leur annonce. Dans l'industrie automobile, où il a eu nombre de grèves sauvages contre les conditions de travail et la répression. Dans les plateformes pétrolières du Nord, où les ouvriers sont partis en délégations massives avec leur famille, contre les menaces de la police et des syndicats...

C.L.

Nous publions ci-dessous le "Manifeste de la gauche communiste aux prolétaires d'Europe" avec lequel les fractions italiennes et françaises de cette gauche s'adressèrent à la classe ouvrière internationale dans la phase de destruction finale de la Seconde guerre mondiale.

La première guerre mondiale ne se termina pas tant à cause de la défaite militaire ou de l'épuisement d'une des deux alliances impérialistes (l'armée allemande combattait encore en novembre 1918 sur le territoire français), mais bien à cause du spectre de la révolution prolétarienne, qui avait déjà renversé l'Etat bourgeois en Russie et menaçait sérieusement le capital dans toute l'Europe centrale en 1918. Simultanément à cette lutte massive du prolétariat, les minorités révolutionnaires développèrent leurs tentatives de s'organiser et de tirer les leçons de la barbarie dans laquelle la guerre impérialiste jetait l'humanité. Elles furent un facteur actif et nécessaire dans le développement de la conscience de classe du prolétariat. La leçon la plus importante, qu'on retrouve dans les articles que Lénine et Zinoviev écrivirent durant la première guerre mondiale, était assurément qu'il était impératif, pour le prolétariat et ses minorités révolutionnaires, de répondre à la guerre impérialiste par le défaitisme révolutionnaire, par la lutte pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le renversement de l'Etat capitaliste. La vague révolutionnaire de 1917-23 ne put réaliser cette perspective au niveau mondial.

La bourgeoisie a aussi tiré des leçons importantes de la fin de la 1ère guerre mondiale et de la vague révolutionnaire qui l'avait surprise. La 2ème guerre mondiale fut déclenchée après que la bourgeoisie ait complètement écrasé le prolétariat. Dans les impérialismes "démocratiques", cela fut accompli par une mobilisation idéologique derrière l'Etat capitaliste, surtout grâce à la social-démocratie, le stalinisme et les syndicats, donc la gauche de l'appareil d'Etat. Le développement du capitalisme d'Etat et la solidarité internationale de la bourgeoisie contre le prolétariat furent cette fois réalisés déjà avant la guerre.

Lorsqu'en 1943, la lutte massive du prolétariat en Italie conduisit à la chute de Mussolini et à la demande d'un armistice par le gouvernement Badoglio, les impérialismes anglo-américains d'une part, et allemand d'autre part, partagèrent le pays en deux et concentrèrent leurs efforts sur l'écrasement du prolétariat avant de poursuivre leur lutte impérialiste. Et lorsque les premières expressions de la combativité prolétarienne se manifestèrent en Allemagne en 1944-45, les alliés répondirent par des bombar-

dements massifs des chantiers ouvriers de Dresde et d'autres villes. Entre-temps, l'impérialisme allemand renforçait sa propagande : il clamait que la guerre était dirigée contre le peuple allemand et que la seule solution résidait dans une confiance inébranlable dans "son" régime et dans la lutte à mort contre les envahisseurs. En Pologne également, les russes attendirent que les nazis aient écrasé dans le sang le soulèvement de Varsovie.

Nous publions ce manifeste pour montrer que les minorités révolutionnaires, même au plus profond de la contre-révolution et de la guerre mondiale, sont restées fermement attachées au principe que seule la lutte ouvrière sur un terrain de classe porte en elle la perspective de mettre fin à la barbarie capitaliste, et également qu'elles ont défendu cette perspective au sein des masses prolétariennes dans les circonstances les plus difficiles, à l'opposé de tout compromis et de tout pacifisme.

Le CCI ne pense pas cependant que le défaitisme révolutionnaire doit être le mot d'ordre central dans la lutte ouvrière aujourd'hui. Parce que nous vivons, non pas une période caractérisée par l'embrigadement des fractions décisives du prolétariat mondial dans la guerre, mais une période caractérisée depuis 1968 par des affrontements de classe qui vont en se généralisant et se radicalisant. Malgré tous ses préparatifs stratégico-militaires en vue d'une 3ème guerre mondiale, la bourgeoisie est incapable de l'enclencher parce qu'elle n'est pas parvenue à renverser cette tendance à la montée des luttes ouvrières et qu'elle ne peut dans ces conditions compter sur l'adhésion du prolétariat.

Aujourd'hui, c'est la crise économique elle-même, avec tout ce qu'elle implique (capacités productives inutilisées, marchandises invendues, économie de guerre permanente, misère et chômage généralisés) qui réunit, PLUS QUE JAMAIS DANS LE PASSE, les conditions de la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat.

Une telle analyse des conditions générales actuelles n'implique aucune vision mécaniquement déterministe sur le cours de l'histoire : les confrontations de classe d'ampleur que nous vivons déboucheront, soit sur la révolution communiste, soit, en cas de défaite physique et idéologique profonde du prolétariat, à la guerre mondiale.

Aujourd'hui, ce qui importe avant tout pour les révolutionnaires, c'est de participer à cette tendance à la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat.

■ Il y a bientôt cinq années que la guerre impérialiste sévit en Europe, avec toutes ses manifestations de misère, de massacres et de dévastation.

Sur les fronts russe, français, italien, des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans sont en train de s'entr'égorguer pour les intérêts exclusifs d'un capitalisme sordide et sanglant qui n'obéit qu'à ses lois, le profit, l'accumulation.

Dans le cours de cinq années de guerre, la dernière, celle de la libération de tous les peuples, vous dit-on, bien des programmes trompeurs, pas mal d'illusions ont disparu, faisant tomber le masque derrière lequel se cachait l'odieux visage du capitalisme international.

Dans chaque pays, on vous a mobilisés sur des idéologies différentes, mais ayant le même but, le même résultat, vous jeter dans le carnage les uns contre les autres, frères contre frères de misère, ouvriers contre ouvriers.

On vous dit, on voudrait vous faire croire que cette guerre n'est pas comme toutes les autres. On vous trompe. Tant qu'il y aura des exploités et des exploités, le capitalisme, c'est la guerre, la guerre c'est le capitalisme.

La révolution de 1917 en Russie fut une révolution prolétarienne. Elle fut la preuve de la capacité politique du prolétariat de s'ériger en classe dominante et de s'orienter vers l'organisation de la société communiste. Elle fut la réponse des masses travailleuses à la guerre impérialiste de 1914-1918.

Mais les dirigeants de l'Etat russe ont depuis abandonné les principes de cette révolution, transformé vos par-

Le fascisme, le national-socialisme revendiquent l'espace vital pour leurs masses exploitées, ne faisant que cacher leur volonté farouche de s'arracher eux-mêmes de la crise profonde qui les minait par la base.

Le bloc des anglo-russe-américains voulait, paraît-il, vous délivrer du fascisme pour vous rendre vos libertés, vos droits. Mais ces promesses n'étaient que l'appât pour vous faire participer à la guerre pour éliminer, après l'avoir enfanté, le grand concurrent impérialiste, le fascisme, périmé en tant que mode de la domination et de vie du capitalisme.

La Charte de l'Atlantique, le plan de la nouvelle Europe n'étaient que les rideaux derrière lesquels se cachait la vraie signification du conflit : la guerre de brigandage avec son sinistre cortège de destruction et de massacres dont la classe ouvrière subit toutes les terribles conséquences.

Prolétaires

tis communistes en partis nationalistes, dissous l'Internationale Communiste, aidé le capitalisme international à vous jeter dans le carnage.

Si en Russie, on était resté fidèle au programme de la révolution et de l'internationalisme, si on avait appelé constamment les masses prolétariennes à unifier ses luttes contre le capitalisme, si on n'avait pas adhéré à la mascarade : la Société des Nations, il aurait été impossible à l'impérialisme de déclencher la guerre.

En participant à la guerre impérialiste en accord avec un groupe de puissances capitalistes, l'Etat russe a trahi les ouvriers russes et le prolétariat international.

Prolétaires d'Allemagne

Votre bourgeoisie comptait sur vous, sur votre endurance et sur votre force productive afin de prendre la place d'impérialisme pour dominer le bassin industriel et agricole d'Europe. Après avoir fait de l'Allemagne une caserne, après vous avoir fait travailler pendant quatre années à un rythme forcé pour préparer les engins de guerre, on vous a jetés dans tous les pays d'Europe pour apporter partout, comme dans chaque conflit impérialiste, la ruine et la dislocation.

Le plan de votre impérialisme a été

Ouvriers et soldats

Le sort de votre bourgeoisie est désormais réglé sur le terrain des compétitions impérialistes. Mais le capitalisme international ne peut pas arrêter la guerre, car c'est sa dernière, son unique possibilité de survie.

Vos traditions révolutionnaires sont profondément enracinées dans les luttes de classe du passé. En 1918, avec vos chefs prolétariens, Karl Liebknecht

déjoué par les lois du développement du capitalisme international qui avait, depuis 1900, achevé toute possibilité d'épanouissement de la forme impérialiste de domination et encore plus de toute expression nationaliste.

La crise profonde qui mine le monde et particulièrement l'Europe est la crise mortelle, insoluble de la société capitaliste.

Seul le prolétariat, au travers de sa révolution communiste, pourra éliminer les causes de la détresse, de la misère des masses travailleuses, des ouvriers.

et Rosa Luxemburg, en 1923, malgré l'opportunisme surgissant déjà dans l'Internationale Communiste, vous avez gravé dans l'Histoire votre volonté et votre puissance révolutionnaire.

Le national-socialisme d'Hitler et l'opportunisme de la Troisième Internationale vous ont fait croire que votre sort était lié à la lutte contre

le Traité de Versailles. Cette fausse lutte ne pouvait que vous rattacher au programme de votre capitalisme qui se traduisait par un esprit de revanche et la préparation de la guerre actuelle.

Vos intérêts de prolétaires sont uniquement liés aux intérêts de tous les exploités d'Europe et du monde entier.

Vous occupez une place primordiale pour imposer la fin du monstrueux carnage. En suivant l'exemple du prolé-

Ouvriers, travailleurs en Allemagne

On vous a déportés pour vous faire construire des engins de destruction. Pour chaque ouvrier qui arrive, c'est un ouvrier allemand qui part pour le front.

Quelle que soit votre nationalité, vous êtes des exploités. Votre seul ennemi est le capitalisme allemand et international, vos camarades sont les ouvriers allemands et ceux du monde entier.

Vous portez en vous les traditions et les expériences des luttes de classes de votre pays et du monde entier. Vous n'êtes pas des "étrangers".

Vos revendications, vos intérêts sont identiques à ceux de vos camarades allemands. En participant à la lutte de classe dans l'usine, sur les lieux de travail, vous contribuerez efficacement à briser le cours de la guerre impérialiste.

Ouvriers français, Lors des grèves de 1936, tous les partis ont manœuvré pour transformer vos justes et légitimes revendications de classe en une manifestation d'adhésion à la guerre impérialiste qui se préparait. L'ère de prospérité que les démagogues du Front Populaire vous présentaient comme un plein épanouissement n'était en réalité que la crise profonde du capitalisme français.

Vos éphémères revendications de vie et de travail n'étaient pas la consé-

quence d'une reprise économique, mais étaient dictées par la nécessité de la mise en marche de l'industrie de guerre. L'envahissement de la France a été exploité par tous les responsables du conflit, de gauche et de droite, pour entretenir dans vos esprits une volonté de revanche et de haine contre les prolétaires allemands et italiens qui comme vous, n'ont eu aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre et comme vous, subissent les terribles conséquences d'une boucherie voulue et préparée par tous les Etats capitalistes.

Le gouvernement Pétain-Laval vous parle de Révolution Nationale. C'est la tromperie la plus vulgaire. La méthode la plus réactionnaire pour vous faire subir sans broncher le poids de la défaite militaire au bénéfice exclusif du capitalisme.

Le Comité d'Alger vous fait miroiter le retour à l'abondance, à la prospérité d'avant-guerre. Quelle que soit la couleur ou la forme du gouvernement de demain, les masses travailleuses de France et des autres pays d'Europe, ont à payer un lourd tribut de guerre aux impérialistes anglo-russe-américains, en sus des ruines et des destructions causées par les armées en lutte.

Le retour à l'abondance, à la prospérité d'avant-guerre. Quelle que soit la couleur ou la forme du gouvernement de demain, les masses travailleuses de France et des autres pays d'Europe, ont à payer un lourd tribut de guerre aux impérialistes anglo-russe-américains, en sus des ruines et des destructions causées par les armées en lutte.

Le Comité d'Alger vous fait miroiter le retour à l'abondance, à la prospérité d'avant-guerre. Quelle que soit la couleur ou la forme du gouvernement de demain, les masses travailleuses de France et des autres pays d'Europe, ont à payer un lourd tribut de guerre aux impérialistes anglo-russe-américains, en sus des ruines et des destructions causées par les armées en lutte.

Ouvriers français

Trop parmi vous sont portés à croire, à espérer le bien-être importé par les armées, qu'elles soient anglaises, américaines ou russes.

Les intrigues et les contrastes qui se manifestent déjà au sein de cette "trinité" de larrons au sujet du partage de demain font pressentir que les conditions qui seront imposées au prolétariat seront dures si vous n'empruntez pas le chemin de la lutte de classe.

Trop parmi vous se font les auxiliaires du capitalisme en participant à la guerre des Partisans, expression du nationalisme le plus exacerbé.

Vos ennemis ne sont ni le soldat allemand, ni le soldat anglais ou améri-

cain mais leur capitalisme qui les pousse à la guerre, à la tuerie, à la mort. Votre ennemi, c'est votre capitalisme qu'il soit représenté par Laval ou De Gaulle. Votre liberté n'est liée ni au sort ni aux variations de votre classe dominante mais à votre indépendance en tant que classe prolétarienne.

Vous êtes les fils de la Commune de Paris et c'est seulement en vous inspirant d'elle et de ses principes que vous parviendrez à rompre les liens d'esclavage qui vous lient à l'appareil périmé de la domination capitaliste : les Tables de 1789 et les lois de la Révolution bourgeoise.

Prolétaires de Russie

En 1917, avec votre parti bolchévique et Lénine, vous renversiez le régime capitaliste pour instaurer la Première République des Soviets. Votre

geste magnifique de classe ouvrant la période historique de la lutte décisive entre les deux sociétés opposées, l'ancienne, la bourgeoisie destinée à

disparaître sous le poids de ses contradictions; la nouvelle, le prolétariat s'érigeant en classe dominante pour se diriger vers la société sans classe, le communisme.

A cette époque aussi, la guerre impérialiste battait son plein. Des millions d'ouvriers tombaient sur les champs de bataille du capitalisme. A l'exemple de votre lutte décisive jaillissaient au sein des masses ouvrières la volonté d'en finir avec l'inutile massacre. En brisant le cours de la guerre, votre révolution devenait le programme, le drapeau de la lutte des exploités du monde. Le capitalisme, rongé par la crise économique aggravée par la guerre, tremblait face au mouvement prolétarien qui déferlait sur toute l'Europe.

Cernée par les armées blanches et celles du capitalisme international qui voulaient vous avoir par la famine, vous avez réussi à vous dégager de l'étreinte contre-révolutionnaire grâce à l'apport héroïque du prolétariat européen et international qui empruntant le chemin de la lutte de classe, empêchait la bourgeoisie coalisée d'intervenir contre la révolution prolétarienne.

L'enseignement était décisif. Désormais la lutte de classe internationale développera sa dynamique, le prolétariat formera son parti communiste et son Internationale sur le programme raffermi par votre révolution communiste. La bourgeoisie s'orientera vers la répression du mouvement ouvrier et vers la corruption de votre révolution et de votre pouvoir.

La guerre actuelle vous trouve non pas avec le prolétariat mais contre lui. Vos alliés ne sont plus les ouvriers mais la bourgeoisie. Vous ne défendez plus la constitution soviétique de 1917 mais la patrie socialiste.

Soldats anglais et américains

Votre impérialisme ne fait que développer son plan de colonisation et d'esclavage de tous les peuples pour essayer de se sauver de la grave crise qui enveloppe toute la société. Déjà, avant la guerre, malgré la domination coloniale et l'enrichissement de votre bourgeoisie, vous avez subi le chômage et la misère, les sans-travail ont été des millions.

Contre vos grèves pour des revendications légitimes, votre bourgeoisie n'a pas hésité à employer le moyen le plus barbare de répression : les gaz.

Vous n'avez plus de camarades comme Lénine et ses compagnons, mais des maréchaux bottés, gradés, comme dans tous les pays capitalistes, emblème d'un militarisme sanglant, massacreur du prolétariat.

On vous dit qu'il n'y a pas de capitalisme chez vous, mais votre exploitation est semblable à tous les prolétaires, et votre force de travail disparaît dans le gouffre de la guerre et dans les caisses du capitalisme international. Votre liberté est celle de vous faire tuer pour aider l'impérialisme à survivre. Votre parti de classe a disparu, vos soviets sont effacés, vos syndicats sont des casernes, vos liens avec le prolétariat international sont brisés.

Camarades, ouvriers de Russie,

Chez vous comme partout ailleurs, le capitalisme a semé la ruine et la misère. Les masses prolétariennes d'Europe, comme vous en 1917, attendent le moment favorable pour s'insurger contre les effroyables conditions d'existence imposées par la guerre. Comme vous, elles se dirigeront contre tous les responsables de ce terrible massacre, qu'ils soient fascistes, démocratiques ou russes. Comme vous, elles essaient d'abattre le sanglant régime d'oppression qu'est le capitalisme. Leur drapeau sera votre drapeau de 1917.

Leur programme sera votre programme que vos dirigeants actuels vous ont arraché : la Révolution Communiste.

Votre Etat est coalisé avec les forces de la contre-révolution capitaliste. Vous serez solidaires, vous fraterniserez avec vos camarades de lutte, vos frères; vous lutterez à leurs côtés pour rétablir en Russie et dans les autres pays les conditions pour la victoire de la Révolution Communiste mondiale.

Les ouvriers d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne ont des comptes à régler avec leur propre bourgeoisie responsable au même titre que la votre de l'immonde massacre.

On voudra vous faire jouer le rôle de gendarme, vous jeter contre les masses prolétariennes en révolte. Vous refuserez de tirer, vous fraterniserez avec les soldats et les travailleurs d'Europe.

Ces luttes sont vos luttes de classe.

Prolétaires d'Europe

Vous êtes cernés par un monde d'ennemis. Tous les partis, tous les programmes ont sombré dans la guerre; tous jouissent de vos souffrances, tous unis pour sauver de son écroulement la société capitaliste.

Toute la bande de racailles au service de la haute finance de Hitler à Churchill, de Laval à Pétain, de Staline à Roosevelt, de Mussolini à Bonomi est sur le plan de la collaboration avec l'Etat bourgeois pour vous prêter l'ordre, le travail, la discipline, la patrie qui se traduisent dans la perpétuité de votre esclavage.

Malgré la trahison des dirigeants de l'Etat russe, les schémas, les thèses, les prévisions de Marx et de Lénine trouvent dans la haute trahison de la situation actuelle leur confirmation éclatante.

Jamais la division en classe entre exploités et exploités n'a été si nette, si profonde. Jamais la nécessité

d'en finir avec un régime de misère et de sang n'a été si impérieuse.

Avec la tuerie des fronts, avec les massacres de l'aviation, avec les cinq années de restrictions, la famine fait son apparition. La guerre déferle sur le continent, le capitalisme ne sait pas, ne peut pas finir cette guerre.

Ce n'est pas en aidant l'un ou l'autre groupe des deux formes de domination capitaliste que vous abrégerez le combat.

Cette fois, c'est le prolétariat italien qui vous a tracé le chemin de la lutte, de la révolte contre la guerre.

Comme Lénine l'a fait en 1917, il n'y a pas d'autre alternative, d'autre chemin à suivre en dehors de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Tant qu'il y aura le régime capitaliste, il n'y aura pour le prolétariat ni pain, ni paix, ni liberté.

Prolétaires communistes

Il y a beaucoup de partis, trop de partis. Mais tous, jusqu'aux groupuscules du trotskysme ont sombré dans la contre-révolution.

Un seul parti manque : le parti politique de la classe prolétarienne.

La Gauche Communiste seule est restée avec le prolétariat fidèle au programme du marxisme, à la révolution communiste.

Ce n'est uniquement que sur ce programme qu'il sera possible de redonner au prolétariat ses organisations, ses armes aptes à pouvoir le conduire à la lutte, à la victoire. Ces armes sont le nouveau parti communiste, la nouvelle Internationale.

Contre tout opportunisme, contre tout compromis sur le terrain de la lutte de classes, la Fraction vous

appelle à unir votre effort pour aider le prolétariat à se dégager de l'étouffement du capitalisme. Contre les forces coalisées du capitalisme doit s'ériger la force invincible de la classe prolétarienne.

Ouvriers et soldats de tous les pays !

C'est à vous seuls qu'il appartient d'arrêter le terrible massacre sans précédent dans l'histoire.

Ouvriers, arrêtez dans tous les pays la production destinée à tuer vos frères, vos femmes, vos enfants.

Soldats, cessez le feu, baissez les armes !

Fraternisez au-dessus des frontières artificielles du capitalisme. Unissez-vous sur le front international de classe.

VIVE LA FRATERNISATION DE TOUS LES EXPLOITES !

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

REUNIONS PUBLIQUES :

sur le thème ,

Quelle intervention

des minorités révolutionnaires aujourd'hui ?

BORDEAUX

Réunion Publique : le 14 avril à 17h au Café Victor-Hugo, 52, cours Victor-Hugo.

Contact-diffusion : le 14 avril de 10h 30 à 11h 30 au marché St Michel, Place Meynard.

LILLE

Réunion Publique : le 21 avril à 16h 30, 23 rue Gosselet (MNE).

Contact diffusion : les 1er et 3ème dimanche du mois, de 10h 30 à 11h 30 au marché de Wazemmes.

LYON

Réunion Publique : le 11 mai à 21h à MAJO, 2 Impasse Métrol à Villeurbanne (métro République).

Permanence : le 15 mai à 18h, à la même adresse.

NANTES

Réunion Publique : le 7 avril à 17h au Centre Social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

Permanence : le vendredi 6 avril à 20h 30 à la même adresse.

Contact diffusion : le 2ème samedi du mois, de 10h 30 à 11h 30, au marché de la Petite-Hollande.

PARIS

Réunion Publique : le 14 avril à 17h au 27, avenue de Choisy, 75013 Paris. Métro : Porte de Choisy.

Permanence : tous les samedis à 16h à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN

Réunion Publique : le 21 avril à 16h 30, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion Publique : le 27 avril à 21h Cité Universitaire de l'Arsenal, Bat.C.

Permanences : tous les vendredis à 18h 30 au Bar "Le Colbert", avenue St. Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Contact diffusion : les 2ème et 4ème dimanche du mois, de 11h à 12h 30, au marché aux légumes (Pl. Jeanne d'Arc) et le deuxième dimanche du mois de 11h à 13h 30 au marché aux Puces (St. Sernin).

TOURS :

Permanence : le 21 avril à 17h au 43, rue Lamartine.

Sur le thème du mois précédent :

CLERMONT-FERRAND :

Réunion Publique : le vendredi 13 avril à 20h 30 à l'ancien Lycée Blaise-Pascal, salle 9.



LA REVUE INTERNATIONALE N°36

sommaire :

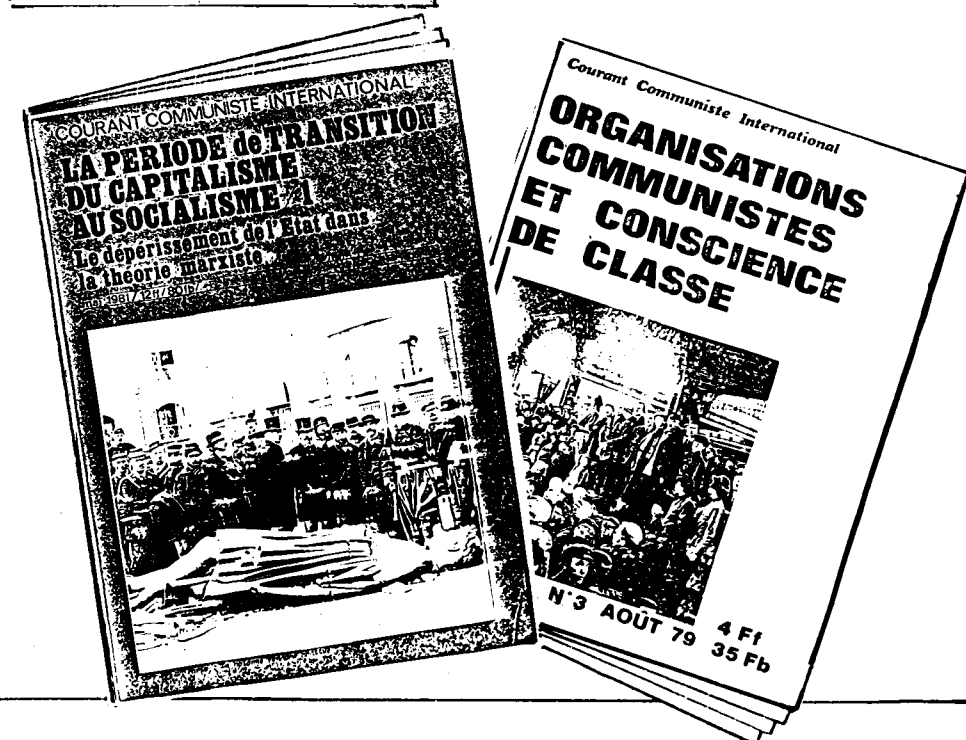
TENSIONS IMPERIALISTES ET LUTTE DE CLASSE

Où en est la crise ? LE POIDS DES ARMEMENTS

Polémique avec Battaglia Comunista LE COURS HISTORIQUE

REPONSE AUX REPONSES à l'"Appel aux groupes politiques prolétariens"

Critique du 2ème Congrès du Parti Communiste Internationaliste (INTERNATIONALISME, 1948)



PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT,
SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41, RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (4 F)
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :
ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F
ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.TAUTIN, 4 passage Dieu
Paris 20ème.
Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

► R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

MOYEN-ORIENT

TOUS LES MOYENS SONT BONS DANS LA GUERRE CAPITALISTE

■ Toutes les vieilles démocraties bourgeoises d'Europe, les USA et l'URSS poussent des cris d'horreur devant l'emploi de l'arme chimique par l'Irak : l'ypérite, plus connue sous le nom de gaz moutarde, de sinistre mémoire chez les "poilus" de la première guerre mondiale. La bourgeoisie se vautre dans un humanisme écoeurant en envoyant les blessés en Suisse, France, Suède, Angleterre, Autriche... pour faire constater qu'ils ont bien été victimes d'armes chimiques. Et tout de suite, ces bien-pensants, ces humanistes sortent de leur chapeau le protocole de Genève de 1925 "interdisant" l'emploi de ces armes. Mais qu'en est-il exactement ? Il en est comme de tous les accords et autres protocoles : poudre aux yeux, miroirs aux alouettes.

Les USA, donc le bloc occidental, étaient au courant depuis plus d'un an de l'utilisation de gaz de combat par l'armée irakienne, ce sont les anglais, les fournisseurs du gaz en question.

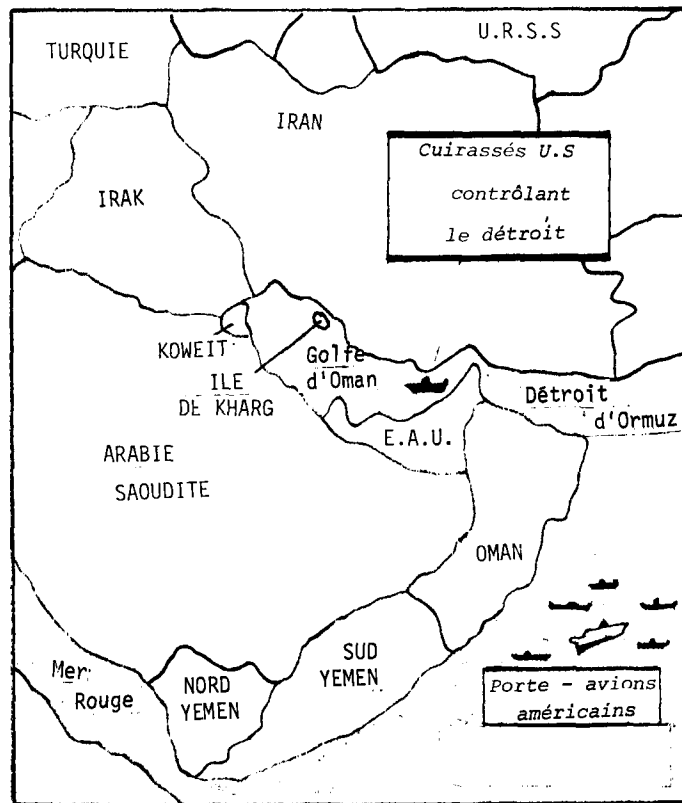
Le traité de Genève de 1925 n'a jamais été respecté : que ce soit par la France en Indochine, par les USA au Vietnam ou par l'URSS en Afghanistan.. Il n'a pas non plus empêché la prolifération de telles armes. Les trois plus grandes "puissances chimiques" sont les USA, l'URSS, la France. Reagan décide dès 1982 de reprendre la production d'armes chimiques aux Etats Unis dont la bombe "bigeye" (l'armée américaine disposerait de 42 000 tonnes de substances toxiques), de reconstituer le Chemical Corps (corps d'armée spécialisé dans la guerre chimique), de créer au Pentagone en 1980 un bureau de la guerre chimique. L'armée rouge, quant à elle, aurait stocké 400 000 tonnes de produits mortels. Enfin, la France possède une "force de frappe" chimique/biologique qui serait équivalente à celle des USA aujourd'hui.

Tout ce joli monde, fabricant, pourvoyeur, utilisateur d'armes chimiques est le premier à s'indigner, à brandir un protocole qu'il n'a jamais respecté, à pousser des cris d'hypocrites ou à justifier cyniquement l'emploi de cette arme pour les pays du tiers-monde. "L'arme chimique bénéficie de la souplesse... d'un prix de revient faible... de la capacité de tuer l'homme sans détruire le matériel... d'un impact psychologique considérable. En quelque sorte, elle est l'arme de persuasion du pauvre". (Le général Compagnon, spécialiste français de la guerre chimique, "Libération" du 7 mars 1984). C'est d'un commun accord que d'un chœur hypocrite, ils déclarent tous : "nous ne voulons pas d'armes non nobles"; par contre, ce sont les premiers à alimenter cette même boucherie qui se nomme guerre Iran-Irak, et qui a déjà fait plus d'un demi-million de morts.

L'Irak reçoit des armes "nobles", tels les missiles russes, les "Super-Etendards" français, les 200 millions de dollars de prêts américains, les missiles air-sol "Exocet" français... L'Iran, quant à lui est approvisionné par Israël, la Corée du Sud, la Grande-Bretagne, la Chine et l'Arabie Séoudite. Toutes les indignations hypocrites de la bourgeoisie ne nous feront pas oublier que toutes ces guerres sont les fruits des affrontements des grandes puissances entre elles ou de la remise au pas de certains pays à l'intérieur d'un des deux blocs. Elles font parties intégrantes du mode de vie d'un système en décomposition, d'un système en décadence où deux blocs s'affrontent pour la domination du monde.

L'offensive US dans toute sa dimension

Début 1980, l'offensive américaine en réponse à l'avance du bloc de l'est en Afghanistan commence. En 1982, la force d'interposition s'installe au Liban. En 1983, les palestiniens "parent" du Liban. En 1984, les tractations marchandages prennent le dessus de la scène. Comme nous le disions dans RI 118 : "Nous ne sommes pas qualifiés pour connaître les tenants et



les aboutissants des tractations qui se mènent entre la France et les dissidents libanais, entre l'Arabie Séoudite et la Syrie...". ni pour connaître les tenants et les aboutissants des retournements d'alliance spectaculaires comme celui de la France vis-à-vis des chiites libanais de Berri qualifiés de terroristes lors du bombardement de Baalbeck, puis deux mois après, de meilleurs amis de la France.

Il était donc hasardeux de s'avancer comme nous l'avons fait dans les numéros de RI 117 et 118 sur la création d'un Etat cohérent au Liban, puis d'un fiasco des américains qui jouaient la carte Gemayel.

Nous pouvons dire comme nous l'avons toujours avancé que le Liban n'est pas un enjeu stratégique en lui-même, la véritable question qui se pose, c'est la Syrie, et que la remise en ordre du bloc occidental vise maintenant directement l'Iran. Aujourd'hui, quels que soient les obstacles qui subsistent encore au Liban, il est évident que le bloc de l'ouest élargit son offensive vers l'Iran.

Pour bien comprendre l'importance de ce pays pour le bloc de l'ouest, il faut rappeler que lorsque le Shah était au pouvoir, l'armée iranienne était le principal rempart des USA contre l'URSS dans cette région. Depuis la chute du Shah, non seulement, il y a eu éclatement de l'armée iranienne sous la pression sociale, ainsi qu'un ralentissement spectaculaire de la production de pétrole, mais encore le bloc de l'est a profité de son incapacité à jouer son rôle de gendarme de la région pour envahir l'Afghanistan. Depuis, l'Iran n'est pas sortie de l'"anarchie".

"Il ne s'est pas dégagé dans ce pays de force politique en mesure de reprendre en main la situation, de constituer un réel pouvoir. C'est d'ailleurs bien parce qu'ils prévoyaient une telle situation et non par aveuglement que les Etats-Unis ont soutenu pratiquement jusqu'au dernier moment un régime qui pourtant faisait l'unanimité contre lui. Successivement, Bakhtiar et Bazarqan ont échoué dans leur tentative de remettre de l'ordre dans le pays pour le compte du capital national et du bloc US" (Revue Internationale no 22).

Le pouvoir des mollahs n'a pas non plus ramené l'ordre en Iran. Le bloc de l'ouest ne pouvant tolérer un tel état de fait à la frontière avec le bloc de l'est, multiplie alors les mises en garde et les injonctions de "remettre de l'ordre", c'est l'époque du raid américain pour "délivrer les otages de l'ambassade américaine": coup de force pour intimider l'Iran. Mais toutes ces injonctions restent lettre morte; c'est alors que le 22 septembre 1980, à la suite de plu-

sieurs mois d'incidents frontaliers avec l'Iran, l'Irak déclare la guerre et rompt les accords d'Alger de 1975 (1). L'Irak même qui avait accordé l'hospitalité pendant 14 ans à l'ayatollah Khomeiny, se lance, soutenu par les monarchies du Golfe et la France, c'est à dire avec la bénédiction du bloc de l'ouest, à l'assaut de l'Iran. Le bloc de l'ouest essaie par le moyen de cette guerre de faire plier l'Iran à son diktat. Il prépare ainsi une offensive de remise en ordre au Moyen-Orient, qui vise à plus long terme à la remise au pas de l'Iran, en réponse au bloc de l'est qui a envahi l'Afghanistan et se trouve alors aux portes de l'Iran. Les deux grands resserrèrent les rangs, remettent de l'ordre dans leur bloc respectif. C'est, pour le bloc de l'ouest, les événements du Tchad, du Liban, le réarmement des Emirats arabes, et surtout de l'Arabie Séoudite par l'achat de 35 milliards de francs d'armes à la France. Ceci montre que :

"le bloc US est bien décidé à ne pas remettre en danger les réserves de pétrole gigantesques qui se font encore en ce moment en Arabie Séoudite d'une part et, d'autre part, que la situation au Moyen-Orient va connaître une nouvelle période de combats encore plus meurtriers que les précédents, avec pour enjeu l'Iran" (RI no 117). Le bloc ouest continue son offensive, c'est la guerre Irak/Iran qui est à l'ordre du jour. Les multiples déclarations de Reagan sur la menace que fait peser cette guerre sur le détroit d'Ormuz et l'approvisionnement du Japon et des européens l'attestent. Les USA maintiennent "en permanence" des unités navales dans l'océan indien à proximité de l'embouchure du détroit d'Ormuz.

La poursuite de l'offensive du bloc US, loin de déboucher sur une "paix" possible dans cette région ne fait et ne fera au contraire qu'accroître l'instabilité et la barbarie d'un système pourrissant. Comme l'affirmait Rosa Luxembourg dès 1914 :

"Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture, de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment". ("La crise de la social-démocratie").

N.J.

(1) Accord fixant les frontières entre les deux pays.

L'ISLAMISME : IDEOLOGIE MOYENAGEUSE DE LA BARBARIE MODERNE

■ Le "développement du fanatisme" suit l'accélération de la crise mondiale : les pays "islamiques" autour de la Méditerranée et du Golfe Persique, du Maroc à l'Iran, qui ont un temps "bénéficié" de leurs richesses en matières premières rejoignent le rang des pays les plus misérables du tiers-monde. Les tentatives d'industrialisation manquées ont en plus créé des masses de déracinés qui errent dans de gigantesques agglomérations de bidonvilles. Exilés depuis peu des campagnes, démunis de tout sans entrevoir aucune issue, ni comprendre ce qui leur arrive, on les console avec une religion qui prêche "l'austérité pour gagner un autre monde" et dénonce les inégalités.

La décomposition de la société

Ce n'est pas la religion qui a animé les émeutes en Tunisie et au Maroc, et encore moins les grèves qui ont suivi, mais la situation matérielle qui est faite non seulement aux sans travail, mais aussi aux ouvriers.

L'horreur n'est pas limitée au "pays des ayatollahs fanatiques" : l'Iran n'est qu'une caricature d'une situa-

"L'islam se réveille", "la montée du fanatisme" : les conflits religieux auront décidément, ces derniers temps, servi à expliquer beaucoup de choses : les guerres au Moyen-Orient, et la nécessité de l'intervention des grandes puissances; la nécessité de répression des émeutes au Maroc et en Tunisie "parce qu'elles étaient manipulées par des sectes"; on a même insinué que les grèves à Citroën seraient ourdies par une sombre secte musulmane...

L'islam n'explique rien. Ni les guerres (les faits, là-dessus parlent d'eux-mêmes, voir article ci-dessus). Ni les émeutes et les grèves dans les pays "islamiques". Ni l'instabilité croissante de ces régions. Ce qui en fait l'instabilité, ce sont les répercussions de la crise mondiale, c'est la décomposition accélérée de la société. Le renouveau du mouvement "islamique" n'est qu'un produit de cette désagrégation générale. La bourgeoisie pousse des cris indignés contre "l'obscurantisme", mais elle l'utilise. Plus le capitalisme s'enfonce dans la décadence, plus il va chercher des idéologies dans les poubelles de l'histoire.

tion de chaos qui s'étend de plus en plus sur la planète.

Avec le Shah, l'Iran a connu une industrialisation ultra-rapide, surtout dans les années soixante dix, qui a décimé les anciennes structures agricoles de production, et creusé l'écart entre les "nantis" et les autres, en particulier les masses de sans travail qui affluaient des campagnes vers les villes. A la fin des années 70, la surproduction mondiale a atteint un

tel seuil que les demandes en matières premières des grandes puissances se sont réduites. Le chômage des ouvriers a rejoint celui, démesuré, des populations exilées. L'affaiblissement est total. Les seuls lieux où les "deshérités" pouvaient trouver à manger, c'étaient les mosquées.

La force des trois jours d'émeutes qui ont renversé le Shah était due à l'entrée en lutte massive des ouvriers qui ont coupé les mannes à pétrole. Leur faiblesse, c'était l'aveuglement des masses de sans travail, qui ont aidé à la création d'une nouvelle oppression.

Les revendications bien matérielles n'ont pas disparu sous le tchador, puisque l'Iran a dû réprimer déjà plusieurs émeutes de chômeurs : en cinq ans, Téhéran a doublé de volume (de 4,5 à 9 millions d'habitants). Presque la moitié de la population active est au chômage (5 millions sur 12 millions). La pénurie de blé et de riz est telle que des manifestations ont éclaté en juillet dernier, notamment à Téhéran; elles ont été violemment réprimées.

La production de l'Iran s'est réduite comme peau de chagrin: la seule chose que produise en masse la "révolution islamique", c'est de la police : 4 corps de police omniprésents, spécialisés dans différentes tâches (mœurs, grèves, économie et enrôlement) agissant sous le nom de "sang de dieu", "d'aide de dieu", etc... Au cauchemar s'est rajoutée la guerre, une guerre qui a déjà fait 500 000 morts, et détruit une partie non négligeable des centres pétroliers (dont Abadan) : là encore, le fanatisme ne semble pas enthousiasmer les foules. Les difficultés de mobilisation sont telles que les Afghans réfugiés en Iran sont recrutés et que Khomeiny tente de transformer les prisonniers irakiens en vaillants bataillons iraniens. Les "gardiens de la révolution" perquisitionnent les maisons, fouillent les autobus, bloquent les stations de chemin de fer, pour vérifier si les hommes ont fait leur service militaire. Des manifestations contre la guerre ont lieu dans toutes les villes frontalières à l'Irak.

La violence de l'explosion sociale de 79 a ébranlé si profondément la struc-

ture de la société et l'économie qu'il a été impossible de maintenir même une apparence de stabilité, et que le bloc occidental n'a plus pu se servir de ses bases militaires, ni de la principale armée qu'il avait constituée dans cette région.

Ce n'est pas l'explosion sociale qui est la cause première de cette décomposition. Elle a été une réaction à cette décomposition.

L'islamisme s'est développé sur le reflux de la poussée sociale, sur la faiblesse de la classe ouvrière locale, extrêmement minoritaire. Ce n'est cependant pas un mouvement religieux "réfractaire au progrès" qui a produit l'aberration actuelle, mais bien la "société moderne".

L'"islamisme" des ayatollahs, qui est supposé haïr la technique utilise en masse l'armement le plus perfectionné: c'est ce que l'ensemble de ce monde produit le plus.

Cette réalité, les autres pays "islamiques" la vivent aussi : même hypertrophie des villes, qui ont doublé en dix ans, concentrant de plus en plus de misère. Même augmentation de la famine, même déracinement, même omniprésence de la guerre. Dans cet enfer, la religion n'est pas la seule fuite : "La consommation de toutes sortes de drogues misérables se développe, comme ces 'croustons d'oubli', quignons de pain que les adolescents, accrochés au pare-choc des autobus, enfoncent dans les pots d'échappement, et qu'ils mangent, lorsque le pain, devenu une abomination noire, est tout imbibé de gaz" ("Maroc, l'heure de tous les risques". "Le Monde Diplomatique. Janvier 1984).

La base de l'influence de la religion est une chose, l'utilisation qu'en fait la bourgeoisie, qui fait feu de tout bois, en est une autre.

L'utilisation des organisations islamiques

"Le mouvement islamique est aussi vieux que la pénétration de la technique moderne en terre d'Islam (...) ayant son origine dans les années 30, il faudra patienter une quarantaine d'années, pour dans les années 70, trouver comme on dit chez nous (sic) un marché porteur". ("L'Expansion du 2 au 15 mars 1984).

Dans les années 70, les mouvements d'opposition religieux ont été encouragés, tant par les bourgeoisies locales, que par les grandes puissances occidentales : ils faisaient contre-poids à l'influence des oppositions pro-russes. On voyait ainsi, en Algérie ou au Maroc, les gouvernements utiliser les "fondamentalistes" contre les "marxistes", le Shah d'Iran chercher des appuis chez les chiites irakiens, et la France garder en réserve Khomeiny. Les gloussements mondains des dirigeants "civilisés" de l'Occident s'accommodent bien de leur cynisme d'hommes d'affaires quand ils entretiennent et arment l'Etat iranien, qui n'existerait pas sans eux.

Jusqu'aux années 70, les illusions sur "l'indépendance nationale" dominaient la situation : c'est en leur nom qu'on se battait, en leur nom qu'on crevait de faim. Le socialisme à l'algérienne, à l'égyptienne, ou à la tunisienne, ne convainc plus après toutes ces guerres, toutes ces répressions, que vient couronner le bond actuel de la crise qui précipite des millions de gens dans la famine. L'islamisme vient prendre la relève, attaquant l'impérialisme au nom du "principe sacré".

Illusion d'autant plus fragile qu'elle a encore moins de réalité et de place dans la situation actuelle que n'en avaient les soi-disant "libérations nationales". L'enrôlement, l'encadrement des populations dans ces pays n'est pas tant assurée par les illusions religieuses que surtout par la répression : les soldats iraniens vont se battre un fusil dans le dos, et les grèves et les émeutes laissent toujours des morts. Est-ce aux ouvriers d'Occident qu'on veut faire prendre des "vessies pour des lanternes", avec cette "montée du fanatisme" qui justifie tout. On aura du mal à trouver une religion aux masses de chômeurs qui s'accumulent dans "les métropoles civilisées". La montée du fanatisme n'est qu'un épiphénomène qui sert à cacher l'incachable : l'aberration monstrueuse que constitue la survie du capitalisme.

D.N.

INDE

QUAND L'ETAT MONTRE SON VRAI VISAGE ...

■ "Des cadavres à moitié brûlés, des carcasses d'animaux, des ustensiles de cuisine informes jonchent le sol sur plus d'un kilomètre dans la pousière et la cendre ; ici et là, la fumée monte encore des ruines, l'odeur des cadavres est insoutenable."

Ces lignes apocalyptiques parues dans le journal indien "Hindustan Times" décrivent-elles les conséquences d'un cataclysme naturel? Pas du tout...

Elles évoquent "simplement" ce qu'il advient quand ces messieurs de la police indienne passent leur colère, provoquée par la perte de quatre d'entre eux au cours d'affrontements qui les ont opposés aux dockers en grève de Paradeep, le 10ème port du pays...

L'Etat capitaliste, quand il le peut, ne lésine pas. Il ne se prive pas de faire comprendre à tous "ces pouilleux de prolétaires", ces damnés de la terre, que, dans un pays comme l'Inde où la majorité de la population crève de faim, ceux qui ont la chance de travailler doivent se contenter de subir l'exploitation sans rechigner.

Il est vrai que l'histoire de la lutte des ouvriers en Inde est malheureusement riche de tels massacres. Rappelons-nous la répression exercée par le régime Gandhi en 74 contre les grévistes des chemins de fer. Rappelons-nous la réponse sanglante donnée par le gouvernement Desai en 78 contre les dockers de Bombay, les mineurs de Rajhara, les fonctionnaires en grève

sauvage en dehors des syndicats. Rappelons nous encore le massacre du 6 décembre 1977 des ouvriers de l'entreprise de coton Swardeshi à Kanpur, qui avaient osé encercler deux cadres pour exiger le paiement de leurs salaires impayés depuis 51 jours!

Même si tout cela se passe à des milliers de kilomètres d'ici, ce que subissent les prolétaires indiens n'est que la forme ouverte et franchement annoncée de ce que peut réellement offrir l'Etat capitaliste garant de cette société en faillite. Ce que subissent les prolétaires indiens ne nous est pas indifférent. Leur combativité, leur courage, leur détermination qui sont le propre des prolétaires au combat, de tous les prolétaires dans tous les pays du monde. Leur mort marquera irréversiblement la mémoire de tous les ouvriers en lutte.

Au moment où les prolétaires des métropoles reprennent la lutte, au moment où recommence à se dessiner une perspective pour les ouvriers du monde entier, nous pouvons être sûrs que jamais ne seront oubliés ces crimes de l'Etat capitaliste, nous pouvons être sûrs qu'ils seront autant de raisons supplémentaires qui donneront la force et le courage nécessaires à l'ensemble de la classe ouvrière pour abattre le capitalisme. La lutte des ouvriers en Inde est la notre!

L.D.

MARCEL HASFELD N'EST PLUS

■ Nous publions ici l'allocution prononcée sur la tombe de Marcel Hasfeld, qui a contribué largement pendant les années noires de la contre-révolution à la diffusion en France des textes des révolutionnaires de la première vague du début du siècle.

Adversaire conséquent de la guerre il fut de cette poignée de militants qui ne se rangèrent pas du côté de leur bourgeoisie, dès les premiers coups de canon de la première guerre mondiale.

En décembre 1914, il sera parmi les huit membres du groupe libertaire des "Temps nouveaux" qui refusèrent de suivre Jean Grave dans l'Union Sacrée. C'est alors qu'il apprit incidemment par Pierre Monatte qu'au local de la "Vie Ouvrière", 96 quai de Jemmapes - Paris 10ème, se tenaient des réunions de militants ayant les mêmes préoccupations que les dissidents des "Temps nouveaux".

Il se rendit donc aux réunions de ces dix ou douze "conspirateurs"; parmi eux se trouvait Léon Trotsky, qui lui fit une très forte impression. Au cours de l'été 1915, avec quelques camarades, il participa à la création du "Comité d'action contre la guerre", dont il fut nommé trésorier. Peu après la Conférence de Zimmerwald de septembre 1915, se constitua "le

Comité pour la reprise des relations internationales" dont il sera le trésorier et surtout un ardent propagandiste. C'est de ce comité qu'est issu par la suite le "Comité de la Troisième Internationale".

Toutes ces activités n'étaient pas sans risque de répression. Il savait cependant que son devoir de classe était de lutter contre le massacre et contre le formidable courant de patriotisme, le plus chauvin qui soit.

Comme la plupart des militants syndicalistes-révolutionnaires, il adhéra au jeune Parti Communiste en 1923. Partisan de la démocratie au sein des organisations ouvrières, il vota en 1925 contre l'exclusion de Boris Souvarine et continuant à s'opposer à l'étouffement d'une vie politique normale à l'intérieur du Parti Communiste, il en fut exclu en 1927.

L'acceptation de l'Union Sacrée en 1914 par la masse des militants socialistes et syndicalistes l'avait absolument persuadé qu'il fallait développer les connaissances des travailleurs par la lecture. Il fallait leur éviter de nouvelles déceptions.

Il créa à la fin de 1917 "la Librairie du Travail", d'abord installée 96 quai de Jemmapes-Paris 10ème, puis 17, rue de Sambre et Meuse-Paris 10ème. Elle fut à la fois une bibliothèque de prêt

à domicile et une maison d'édition.

L'évocation des 131 titres de livres et brochures parus dont certains existent encore montre le souci d'expliquer, de démontrer, de prouver et non d'affirmer.

Née à la fin de la première guerre mondiale, la Librairie devait disparaître en avril 1938, à la veille de la seconde guerre mondiale. C'est donc pendant plus de vingt ans, grâce à un travail inlassable et aux prises avec d'innombrables difficultés qu'il la fit fonctionner avec l'aide de sa compagne Valentine.

Depuis 1978, il appartenait au Conseil d'Administration du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI).

Hasfeld était né le 10 mai 1899 à Paris 4ème. Il est décédé à la Maison de Retraite de Sarcelles (Val d'Oise) dans sa 95ème année.

Quelques mois à peine avant sa mort, malgré son grand âge et son état de santé, il gardait le souvenir des faits ainsi que des dates, ce qui était admirable.

(Allocution prononcée sur la tombe au cimetière de Sarcelles le 23 janvier 1984, par Louis Bonnel au nom des camarades d'Hasfeld).

UNIS OU DIVISES, AU SOMMET OU A LA BASE,

LES SYNDICATS DEFENDENT L'ECONOMIE, PAS LES OUVRIERS

Le texte dont nous publions ci-après des extraits a été écrit et distribué sous forme de tract par la section du CCI en Italie où, depuis plus d'un mois et demi, se développe un mouvement de grèves contre les dernières mesures d'austérité prises par le gouvernement (attaque contre l'échelle mobile des salaires obtenue par les fortes luttes de l'"automne chaud" de 1969).

Si cette vague de luttes apporte une nouvelle confirmation du fait que nous assistons bien à une période de reprise de la lutte de classe, elle confirme aussi que la bourgeoisie, très consciente des difficultés qu'elle éprouve à faire accepter ses mesures d'austérité, sait préparer consciemment ses forces de dévoiement de la combativité ouvrière.

En janvier 1983, une première attaque portée par un accord gouvernement-patronat-syndicats contre l'échelle mobile des salaires, donne lieu à une série de grèves que le PCI et les organismes "syndicalistes de base" n'arrivent à contenir qu'avec beaucoup de difficultés (cf. RI. no 106 de février 83 / "Italie : le syndicalisme de base contre les grèves").

Un an plus tard, en janvier 84, le gouvernement italien, avec l'accord de

deux des grandes centrales syndicales (CISL et UIL -homologues de la CFDT et de FO), porte une nouvelle attaque contre l'échelle mobile. Mais cette fois, il s'est préparé à l'avance en renforçant ses forces d'"opposition", susceptibles de canaliser la combativité ouvrière sur le terrain stérile du syndicalisme, de l'usinerie, de la division : l'année 83 a vu le passage de tout le PCI dans l'opposition ("seul, contre tous, mais avec les travailleurs"). De son côté, la CGIL (homologue de la CGT) refuse de signer le nouveau pacte de "lutte contre l'inflation" pour essayer de raviver sa crédibilité auprès des ouvriers. Dans cette position plus confortable elle est mieux à même d'apporter son soutien aux "conseils d'usine" (structures d'usine créées à l'origine sous la poussée de l'"automne chaud" de 69, très influencées par les gauchistes, qui ont supplanté les anciennes structures syndicales décrépies).

Aujourd'hui, ce sont ces "conseils d'usine", appuyés par la CGIL, qui essaient d'assumer la tâche de canaliser la combativité ouvrière sur des terrains qui sont inoffensifs pour le capitalisme. Voilà une importante leçon à apprendre sur quinze ans d'expérience du syndicalisme de base.

qu'au bout avec les ouvriers", expliquant par la suite sa décision : "Si tous les syndicats avaient reculé, ils auraient été débordés par leur

propre base" (Le Monde, 5 janvier 84). Exactement les mêmes raisons que celles de la CGIL national-communiste en Italie.

La bourgeoisie italienne a appris la leçon de janvier 1983

En Italie particulièrement, la bourgeoisie a compris la nécessité de changer de tactique, de devoir affronter les ouvriers sur le terrain de janvier 1983. A cette époque, elle a essayé, après des années d'attaques indirectes (cassa integrazione -caisse pour payer les ouvriers mis au chômage technique-, etc.), d'attaquer de front les conditions de vie de la classe avec les mesures prises par le gouvernement Fanfani. La réaction de colère de la classe a mis en évidence que les ouvriers n'auraient souscrit "librement" à aucun "pacte social" qui attaquait leurs propres conditions de vie, et que donc il fallait se résigner à l'affrontement ouvert. A cette occasion, la bourgeoisie a été prise par surprise ; le syndicat n'a pas pu faire autre chose qu'essayer de prendre le train en marche, attendant que la colère des ouvriers se calme, renonçant aux comices électoraux pour ne pas se faire huer, laissant parler les délégués d'usines au lieu des leaders. Une fois que les luttes de janvier ont été finies, le syndicat n'est pas resté inactif. Pendant tous les mois suivants, il a travaillé à fond pour diviser les ouvriers, pour empêcher que les mille petites luttes sectorielles ne confluent vers une seule lutte généralisée : alors que dans toute l'Italie, on prévoyait des licenciements en masse, le syndicat s'est donné bien du mal pour séparer les ouvriers de Cornigliano de ceux de Bagnoli, les sidérurgistes des ouvriers de l'automobile, etc., essayant de faire passer chaque lutte comme due à une "situation spécifique".

Cette manœuvre a pu passer parce que même si l'attaque était la même pour tous les secteurs (licenciements ou "cassa integrazione"), elle était menée secteur par secteur. Cette tactique ne pouvait plus suffire face à l'attaque de l'échelle mobile qui frappait en MEME TEMPS tous les travailleurs.

En plus des manœuvres de division des ouvriers secteur par secteur, la bourgeoisie, pendant ces derniers mois a réorganisé ses rangs et redonné un semblant de radicalisation à son aile gauche (PCI, PDUP, DP et l'aile communiste de la CGIL) qui s'est mise à défendre, au sein des luttes, des positions chaque fois plus "dures", exerçant son influence surtout sur les conseils d'usine plutôt qu'en tant que partis ou confédérations syndicales.

Ainsi, la bourgeoisie s'est préparée à faire face à cette prévisible riposte en masse des ouvriers contre les réductions salariales. L'acceptation par la CISL et l'UIL du décret sur l'échelle mobile des salaires a servi à revitaliser une partie de la CGIL et des conseils d'usine qui ont agi préventivement. Cette fois-ci, les conseils d'usine ont fait en sorte de pouvoir organiser -et donc contrôler- les réactions ouvrières AVANT même la signature du décret attaquant l'échelle mobile des salaires (grève des comités d'usine à Milan le 8/2/84).

"Nous ne sommes pas seuls. Nous avons avec nous les structures intermédiaires du syndicat... La majorité de la CGIL appuie cette lutte." (déclaration de la coordination des conseils d'usine au journal "Paese Sera" le 20/2/84).

Mais cette CGIL qui, aujourd'hui, cherche à se faire passer pour le vrai "défenseur" de la classe ouvrière, est la même qui, pendant les années de "solidarité nationale" (c'est-à-dire quand le PCI soutenait le gouvernement) utilisait son service d'ordre dans les manifestations pour "maintenir la paix sociale" et attaquait les autres confédérations et particulièrement la CISL comme "antre d'extrémisme". Par ailleurs, la CGIL critique le décret contre l'échelle mobile des salaires au nom de l'accord sur les salaires signé en janvier 1983, auquel elle a elle-même souscrit, avec la CISL et l'UIL. Mais qu'était cet accord là sinon l'antichambre de cet accord ci ?

Est-ce que ce n'est pas à cause de cet accord de janvier 1983 que les augmentations de salaire ont été limitées à moins de 13% alors que l'inflation était de 15% ?

Même aujourd'hui, la CGIL ne nie pas la nécessité de réduire les salaires, mais elle se limite à critiquer la méthode "autoritaire" de la décision.

En d'autres termes : "des sacrifices, oui, mais démocratiquement obligatoires".

Mais, plus que sur une éventuelle "recrédibilisation" de la CGIL, ce sur quoi la bourgeoisie semble miser le plus, pour maintenir les ouvriers sous contrôle syndical, c'est sur la relance des conseils d'usine, misant cette fois sur leur liaison au niveau national.

(suite page 2)

L'unité et la force de la classe ouvrière ne peuvent être brisées que de l'intérieur. Les syndicats développent leurs manœuvres pour diviser les ouvriers

Les ouvriers montrent qu'ils n'acceptent pas la logique de la "compatibilité" avec la défense de l'économie nationale. Les syndicats, qui fondent leur politique sur cette logique, rencontrent de plus en plus de difficultés à contrôler et à combattre cette combativité croissante de la classe ouvrière.

Pour pouvoir reconquérir ce contrôle il faut qu'une partie des syndicats "radicalise" son langage, qu'elle prenne ses distances par rapport aux autres composantes, pour maintenir la crédibilité des institutions syndicales auprès des ouvriers. Si tout le syndicat restait sur une position d'acceptation de la "logique des sacrifices", il serait vite débordé par l'initiative ouvrière : "si la CGIL (CGT italienne) n'avait pas dit non, rétablissant ainsi un canal de confiance dans le syndicat et dans son groupe dirigeant, nous nous serions trouvés près d'une situation du type polonais, avec les syndicats officiels en train de soutenir comme un seul homme les choix du gouvernement". (Paese Sera, 16 février 1984), c'est-à-dire qu'ils auraient été définitivement décrédibilisés auprès des ouvriers, tandis qu'en restant à l'intérieur des luttes, les structures de base syndicales ont pu agir "unitaire-

ment, conduisant les protestations vers des objectifs syndicaux et essayant d'autoréglementer les grèves". (Paese Sera, 20 février 1984). Et comme la classe ouvrière est en train de recommencer à lutter dans tous les pays du monde, toutes les bourgeoisies sont en train d'adopter la même tactique.

En Espagne, les "Comisiones Obreras" (communistes), prennent des distances par rapport à l'UGT (socialiste) ; en France, la CGT fait grève sans la CFDT ; en Italie, la CGIL dit non à l'UIL-CISL (respectivement FO et la CFDT italiennes).

La question qui se pose n'est pas la politique suivie par tel ou tel parti : dans la grève de Talbot, en France, quand les syndicats ont présenté un accord qui prévoyait 2000 licenciements, la colère des ouvriers s'est tournée surtout vers le syndicat majoritaire, la CGT national-communiste, qui s'est donc trouvé dans l'impossibilité de chevaucher le tigre comme elle le faisait dans le reste du pays. A ce moment-là, les rôles ont changé : la CGT a attaqué l'occupation de l'usine parce qu'"aventuriste", tandis que la CFDT, socialiste modérée, a décidé à l'improviste de "rester jus-

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.